

Publicação TEMOIGNAGE CHRETIEN Data 27/8/79
 Localidade Paris Página 10
 Tendência política Catolico Prog.
 Frequência Semanal Tiragem aproximada 35 mil ex.

EXCLUSIF

Les cent jours de Maria de Lurdes

Fundação Cuidar o Futuro

Un entretien avec le
Premier ministre portugais

Fidèle lectrice de *Témoignage-Chrétien* Maria de Lurdes a accédé à 49 ans au poste de Premier ministre du gouvernement portugais. La surprise a été générale dans les milieux conservateurs, tandis qu'à gauche c'était l'expectative. Amie personnelle du général Eanes et du lieutenant-colonel Melo Antunes, cette femme, au sourire chaleureux, mais dont la fermeté est légendaire, milite depuis de nombreuses années au sein du mouvement chrétien *Graal* dont elle a occupé le poste de vice-président au plan international. Depuis le début de la révolution, elle a eu successivement des postes de responsabilité : comme membre de la délégation portugaise à l'ONU, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales dans les deux premiers gouvernements provisoires, et depuis 1975, ambassadeur du Portugal auprès de l'UNESCO, à Paris.

Au cours du débat à l'Assemblée de la République, il y a une semaine, où Maria de Lurdes Pintasilgo présentait son programme de gouvernement, les Portugais ont découvert un autre visage du nouveau Premier ministre : agressif face aux attaques des partis de droite, autoritaire dans le ton, démontrant, par là, que son ambition politique dépassait largement le cadre des cent jours de son gouvernement. Pour la première fois, les Portugais ont le sentiment d'être gouvernés.

• Vous avez accepté de diriger un gouvernement de durée limitée, en raison de la tenue d'élections législatives anticipées, au mois de novembre prochain. Votre décision se situe-t-elle quand même dans une nouvelle perspective pour la gauche au Portugal ?

— Les élections qui ont suivi ma désignation par le président de la République m'amènent à penser, en effet, qu'il s'agit d'une nouvelle possibilité pour la gauche. Mais, étant donné le contexte institutionnel dans lequel se situe l'action de mon gouvernement — c'est-à-dire l'absence d'une assemblée contrôlant l'exécutif — le moment n'est pas venu, pour moi, de mettre en place mon projet de société. Il faut préparer les élections.

Néanmoins, une certaine façon de regarder les choses peut éventuellement me classer dans un cadre que l'on appelle traditionnellement de gauche.

Mais je ne me reconnais pas dans aucune des formations politiques qui représentent aujourd'hui la gauche au Portugal. Certes, nous avons des points de rencontre ; toutefois, mon projet ne saurait se rapporter au clivage traditionnel gauche-droite.

• On parle beaucoup, à l'heure actuelle, de la formation d'un parti présidentiel dont vous seriez, en quelque sorte, le leader.

A ma connaissance, le président de la République n'a jamais formulé un souhait de ce genre. Pour ma part, mon option de base, en terme de structure politique, est plutôt dans le sens de la politique non professionnelle. Ce qui m'amène à penser que les hommes et les femmes, doivent être suffisamment engagés dans leur travail respectif, pour qu'à n'importe quel moment, ils puissent assumer des tâches politiques. Etant entendu que je

A.E.



vois le politique — et non la politique — comme une dimension de toute la vie.

• Vous allez vous heurter aux ambitions légitimes des partis politiques.

Naturellement ! Je suis consciente de ce problème. Il y aura des affrontements entre eux et moi. Cela ne veut pas dire que je ne respecte pas les partis politiques. Bien au contraire, je considère qu'ils sont indispensables à l'évolution des démocraties. Mais il me semble que la société serait terriblement mutilée si tout le politique était épuisé par l'action des partis. Je crois qu'il y a place également pour d'autres formes d'associations : coopératives, associations de locataires, de consommateurs, de parents d'élèves, etc. qui sont, elles aussi, une expression très valable et très authentique de la volonté populaire. La société aurait à gagner si, finalement, l'appareil de l'Etat n'assumait pas seulement, à son sommet, les partis politiques, mais s'il exprimait aussi ces autres forces organisées et d'ailleurs changeantes. Mais la participation au niveau politique n'est pas épuisée par cette seconde voie. Il faut en chercher des nouvelles.

• En cent jours de gouvernement que pensez-vous offrir comme nouvelles perspectives au peuple portugais ?

Grâce à mes expériences antérieures, et en raison d'un travail effectué à la demande du président de la République, j'ai, depuis longtemps, une certaine idée de ce qui pouvait constituer le squelette d'un programme de gouvernement. Ces cent jours changent évidemment la nature des problèmes.

Avec mes collaborateurs du gouvernement je vais essayer de voir, dans chaque domaine de la vie sociale, quels sont les besoins les plus urgents. Prenons quelques exemples.

Il faut décentraliser

Sur le plan de l'organisation de l'administration publique, nous avons un appareil d'Etat hors de proportion qui compte 400 000 fonctionnaires. Ils sont concentrés dans les services centraux des grandes villes (qui sont peu nombreuses), tandis que le reste du pays est dépourvu de tout. Il faut décentraliser les pouvoirs.

Nous avons des dizaines de lois qui ont été approuvées par le Parlement et qui attendent toujours les décrets d'application. Ainsi : la loi de base du service de santé. Voilà un domaine où mon gouvernement peut agir.

Sur le plan économique, nous n'avons toujours pas défini une politique. Grosso modo, deux thèses s'affrontent : le Portugal doit-il concentrer sa production sur l'idée de l'auto-suffisance alimentaire (nous dépendons à 60 % du reste de l'Europe) ; ou bien, au contraire, continuer à importer, et développer deux ou trois secteurs industriels qui pourraient devenir compétitifs à l'extérieur, rétablissant ainsi l'équilibre de notre balance commerciale ? A travers la nouvelle structure du Plan que mon gouvernement met en place, je vais essayer de créer les mécanismes adéquats pour que ce choix s'impose de lui-même aux prochains gouvernements.

Pendant cette période, il faut que le Portugal renégocie certains emprunts extérieurs. Je tiens à souligner que je mènerai cette négociation avec la plus grande fermeté. Mon pays doit être accepté en pleine souveraineté.

Enfin, dans ce bref tour d'horizon, je souligne que, pour la première fois dans l'organisation d'un gouvernement, le social et le culturel tiennent autant de place que les problèmes économiques.

• Comment envisagez-vous de résoudre les problèmes soulevés par l'application de la réforme agraire ?

Vous connaissez la loi ! Là où il existe des associations de paysans, sous forme de coopératives (au sens large du terme), il faut sauvegarder ce qui constitue cette volonté populaire dont je parlais tout à l'heure. Dans certains cas, il doit y avoir restitution aux propriétaires, suivant deux conditions : en premier lieu, que soit délimitée clairement la limite supérieure de la dimension de la propriété ; en second lieu, le propriétaire doit exploiter la terre et non être un grand sei-

gneur habitant Lisbonne ou Paris qui perçoit les profits d'une terre que d'autres travaillent. Mais la zone de la réforme agraire ne représente qu'un cinquième de notre production agricole, laquelle à son tour s'élève à peine à 40 % de nos besoins. Nous devons donc favoriser dans les autres régions du pays — où la structure agricole est complètement différente — de nouvelles formes d'associations. Pour mener à bien cette tâche, j'ai choisi comme secrétaire d'Etat à la Restructuration agraire un homme du milieu, de l'action catholique rurale, très au fait de ces problèmes.

• Avec les syndicats, quel langage aurez-vous ?

Dans un Etat démocratique et pluraliste, les différentes centrales syndicales doivent être reconnues. Le rôle de l'Etat est

de dialoguer et non pas d'arbitrer les conflits entre des formations qui sont libres et souveraines. Sinon, c'est prolonger une mentalité héritée de l'Etat corporatiste passé.

• Quelles sont les grandes lignes de votre politique étrangère ?

D'abord la reconnaissance pratique que le Portugal a changé de dimension. Et cela sans porter un jugement sur la dernière période de la guerre coloniale, contre laquelle, comme beaucoup d'autres amis, j'ai lutté à l'intérieur du pays. Le Portugal appartient à l'Europe. L'adhésion de notre pays à la Communauté européenne est une décision qui a été prise. Il revient à mon gouvernement de la mettre rapidement en application, sans essayer de dépasser, par excès de zèle, les conditions du traité de Rome. C'est une adhésion à la CEE et non la formation d'un bloc politique !

Liens africains

Cette politique va de pair avec une diversification des rapports et des liens avec les autres pays. Je ne cache pas qu'il y a un fort désir de ma part de nouer des relations étroites avec les pays africains de langue portugaise. Il est vrai, un contentieux existe avec l'Angola et le Mozambique. Mais les négociations doivent se situer dans un cadre de relations entre Etats souverains. Je suis également attentive à la situation de l'Afrique australe en raison des centaines de milliers de Portugais qui vivent en Afrique du Sud (émigrés ou





Maria de Lurdes

« Je vois « le » politique, non la politique, comme une dimension de toute la vie »

réfugiés). Quant à la nature de ce régime, notre position à l'ONU a été clairement exprimée, je n'y reviens pas. Je suis également attentive à la situation dans le sud-est asiatique. Le problème de Timor est non résolu pour le Portugal. Nous avons été dépassés par les circonstances et le pouvoir armé. Enfin, vis-à-vis d'un point chaud qui est celui du Moyen-Orient, notre position est claire. Il n'est pas question pour nous de revenir sur l'existence de l'Etat d'Israël avec lequel nous avons des relations diplomatiques normales. Mais il est indispensable que les droits du peuple palestinien soient reconnus.

Bien sûr, j'ai fait une division rapide Nord-Sud. En ce qui concerne l'autre clivage Est-Ouest, le Portugal, en tant que signataire du traité d'Helsinki, entend avoir des liens diversifiés avec les pays des deux

blocs. Ainsi, nous avons des accords de coopération avec la Roumanie.

La situation du Portugal deviendra exemplaire si nous n'établissons pas d'antinomie, au départ, entre une présence européenne qui va le soi et une présence dans le reste du monde qui est partie essentielle de l'histoire et de la vocation portugaise.

• Vous appartenez au mouvement catholique. Depuis le 25 avril 1974, l'Eglise portugaise s'est montrée très réservée vis-à-vis des mutations de la société.

Vous parlez naturellement de l'attitude des évêques. Je tiens à le souligner, car, pour moi, l'Eglise, c'est vraiment l'ensemble du peuple de Dieu. Je crois que chez les évêques a joué le souvenir de la

1^{re} République au Portugal, où l'Eglise a été très persécutée. Etant donné que certains partis — surtout le plus grand —, au début, apparaissaient dans la continuité historique du mouvement républicain, il y a peut-être eu, de leur part, une certaine inquiétude. Celle-ci a été confortée par l'attitude d'un parti qui a montré, pendant une courte période, un visage du communisme, amplifié par les mass média, qui certainement a renforcé ce sentiment de crainte.

Mais chaque fois que les évêques ont pris ensemble la parole, leur position a été nette. Ainsi, en juin 1974, ils ont parlé de la démocratie en disant clairement qu'aucun parti ne pouvait s'approprier la désignation de parti chrétien. Ceci est très important, surtout en ce moment où les questions religieuses sont très brûlantes. Au début de cette année, dans une lettre pastorale, les évêques ont parlé de justice sociale, de paix et du respect mutuel. Cela se situe parfaitement dans la ligne de Vatican II. On ne peut donc pas parler d'attitude réactionnaire.

Je n'exclus pas, cependant, un élément important : nous avons un clergé âgé. Les prêtres les plus jeunes ont plus de quarante ans. Cela signifie que nous avons des personnes de bonne volonté, mais qui ont des difficultés à comprendre les événements. Il y a, parfois, chez certains prêtres une espèce de fixation sur des aspects d'ordre moral souvent au détriment de l'aspect religieux. Mais cela change.

Propos recueillis par
Alain ECHEGUT

